



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE
INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES
DES AUTORITES CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**GROUPE III
HOPITAL PRINCIPAL DE DAKAR**

RAPPORT DEFINITIF

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 25 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS/DSDS/OS/MS/2015-07/722



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revu de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	18
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	18

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	18
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	19
3.2.8	<i>Avenants</i>	19
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	19
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	19
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	19
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	19
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	20
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	21
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	22
7.	<i>ANNEXE</i>	23
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	23
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	25

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
APIX	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CFA	Communautés Financières d'Afrique
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DPAO	Données Particulières de l'Appel d'Offres
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HPD	Hôpital Principal de Dakar
HT	Hors Taxes
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TDR	Termes de référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

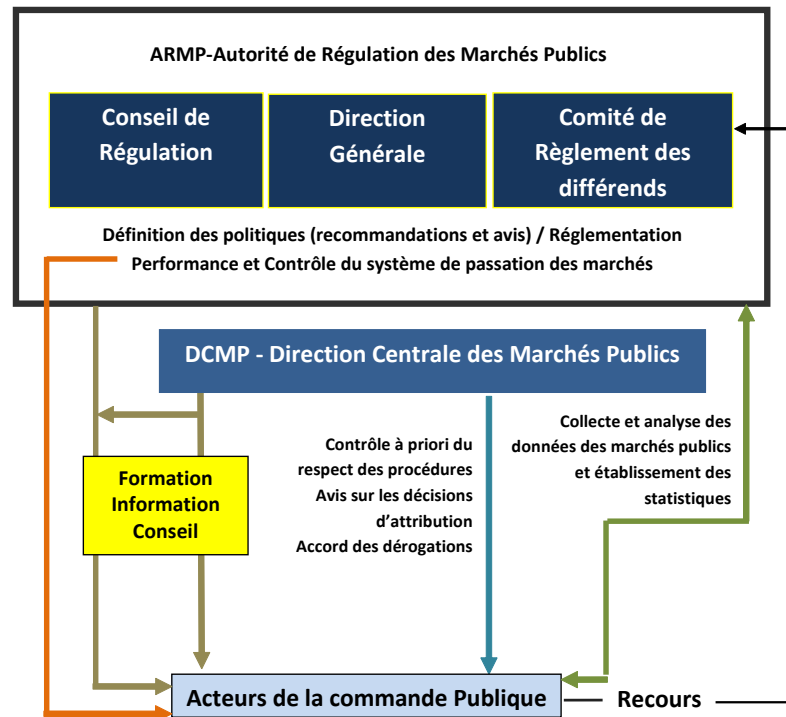
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



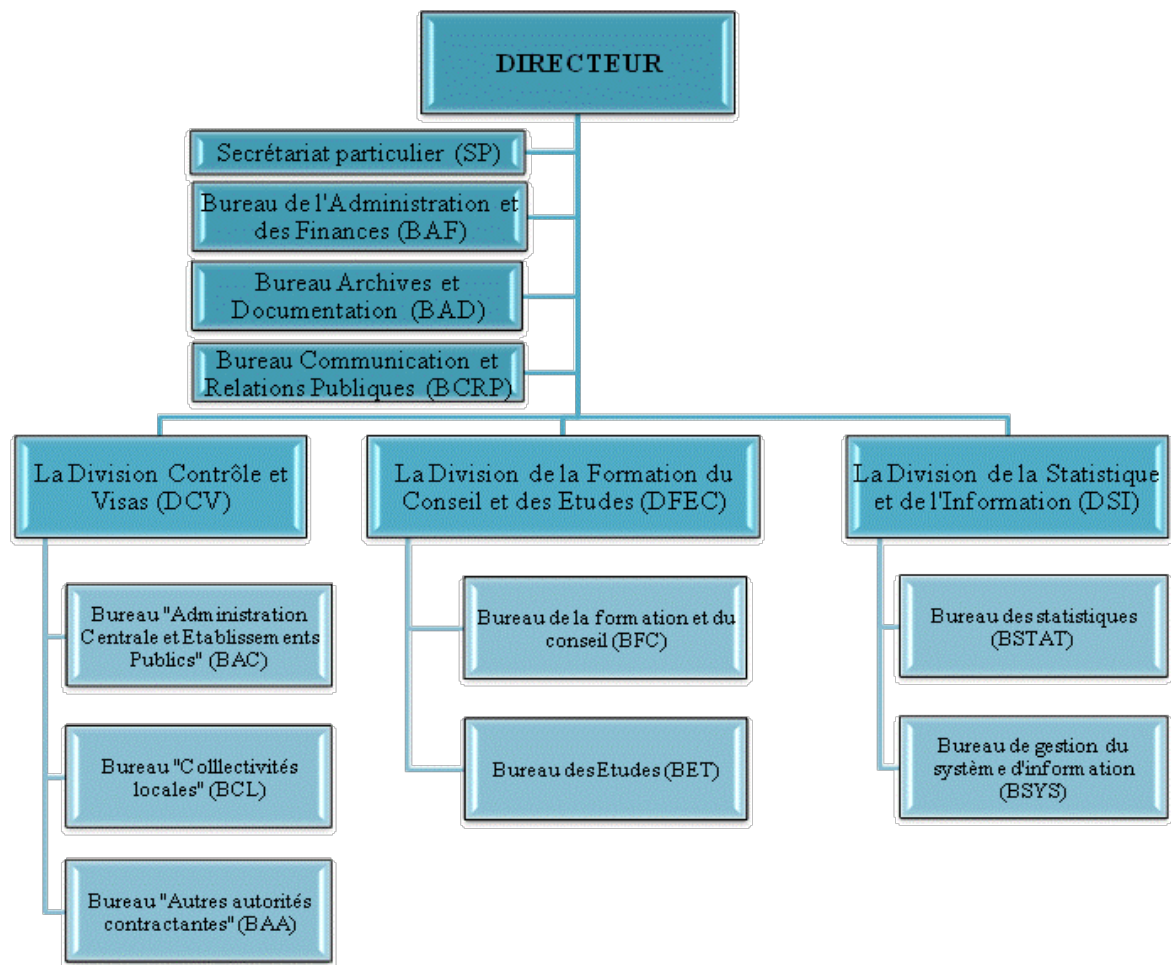
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

L'Hôpital Colonial Militaire à l'origine, l'Hôpital Principal de Dakar a été placé en 1971 sous double tutelle du Ministère des Forces Armées du Sénégal et du Ministère de la Défense de la République Française. Plus récemment la convention Franco-sénégalaise de coopération signée le 24 décembre 1999 transférait toutes les responsabilités au Sénégal, la France continuant une aide technique que ce soit au niveau des spécialités médicales ou pharmaceutiques et des domaines administratifs.

Le 24 décembre 1999, un nouvel accord de coopération signé entre le Sénégal et la France transfère définitivement toutes les responsabilités et en particulier financières aux autorités sénégalaises.

Avec la loi 2000-01 du 10 janvier 2000, portant réforme hospitalière, l'Hôpital Principal de Dakar devient, au même titre que tous les autres hôpitaux du pays, un Etablissement Public de Santé, mais avec un statut spécial. Il reste sous la tutelle du Ministère des Forces Armées.

En 2006, les lignes budgétaires des subventions de l'Etat sont passées du Ministère de la Santé au Ministère des Forces Armées sur ordre du Président de la République. L'hôpital s'est ancré définitivement dans son rôle d'hôpital d'instruction des armées, terrain de stage et de formation du personnel du service de santé militaire sénégalais. C'est la pièce maîtresse de l'Ecole d'Application du Service de Santé des Armées créée par décret du Président de la République N°2006-619/PR/MFA du 10 juillet 2006. Il est intégré dans le groupe hospitalier militaire dakarois dont l'élément complémentaire est l'Hôpital Militaire de Ouakam.

Les missions de l'Hôpital Principal de Dakar sont les missions de service public au titre d'Etablissement Public de Santé et d'assurer un rôle de référence, de formation des personnels et de soutien aux structures des Forces Armées.

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu la note N° 007/HPD/SAGF/CM du 02 janvier 2014 nommant les membres de la Commission des marchés de l'Hôpital Principal de Dakar. Cette note a été transmise le 08 janvier 2014 à la DCMP et à l'ARMP en violation de l'article 36-1 du Code des Marchés publics, qui fixe la transmission des actes de nomination des membres de la Commission au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Cette commission a été modifiée par la note N°2186/HPD/SMT/CM, en date du 04 septembre 2014. La note de service et l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP avec accusé de réception.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

Nous avons reçu la note de service N°030/HPD/SAGF/CM du 06/01/2014 qui fixe la composition de la Cellule de Passation des Marchés Publics de l'HPD. Cette note a été transmise le 08 janvier 2014 à la DCMP et à l'ARMP en violation de l'article 36-1 du Code des Marchés publics, qui fixe la transmission des actes de nomination des membres de la Commission au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d’Ethique en matière de marchés publics ont été transmises à l’ARMP et à la DCMP avec accusé de réception.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels n’ont pas été produits par la Cellule de passation des marchés en violation de l’arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l’organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l’article 35 du Code des Marchés publics.

En revanche le rapport annuel a été produit et mis à notre disposition.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous n’avons pas relevé d’anomalie sur le Plan de Passation des Marchés de l’Hôpital Principal de Dakar.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Nous n’avons pas relevé d’anomalie sur l’Avis Général de Passation des Marchés.

3.1.6 Archivage des dossiers

Le dispositif d’archivage et de classement mis en place par l’Hôpital Principal Dakar pour les dossiers relatifs aux marchés publics est satisfaisant.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

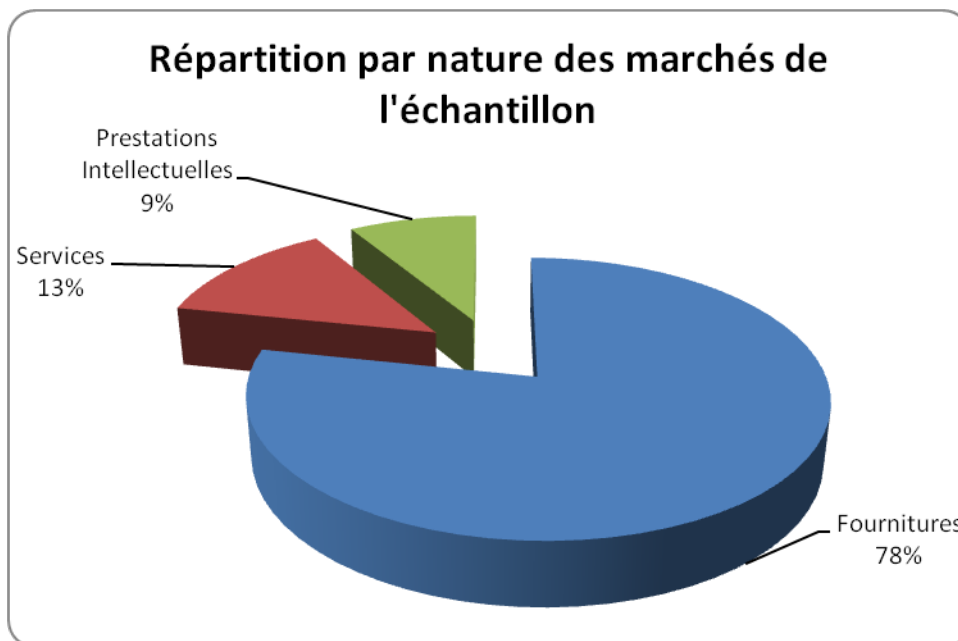
3.2.1 Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d’audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par l’Hôpital Principal de Dakar.

La composition de cette liste ainsi que l’échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d’offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	25	907 318 683	5	308 132 973	20%	34%
Avenants	20	509 650 957	05	363 761 054	25%	71%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	06	28 107 576	06	28 107 576	100%	100%
Entente Directe (ED)	07	749 056 547	07	749 056 547	100%	100%
TOTAL	58	2 194 133 763	23	1 449 058 150	40%	66%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- ✚ 78% de marchés de fournitures pour un montant de 1 202 212 150 FCFA
- ✚ 13% de marchés de services pour un montant de 239 500 000 FCFA
- ✚ 9% de marchés de prestations intellectuelles pour un montant de 7 346 000 F CFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP dans la liste des marchés reçue de l'HPD.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur les appels d'offres revus.

1) AOO : Acquisition en un lot unique d'un logiciel de paie : DEFI HIGH TECH de 29 028 000 FCFA

- Le délai entre l'ouverture des offres et la réunion d'évaluation et d'attribution a été long. En effet, l'ouverture des offres date du 06 Juin 2014 alors que la réunion d'évaluation et d'attribution n'a eu lieu que le 09 Août 2014, soit deux (02) mois plus tard. L'HPD a tout de même, adressé un courrier à la DCMP en date du 29 juin, demandant la prolongation du délai d'attribution étant donné que l'évaluation des offres était toujours en cours. La DCMP a répondu favorablement par courrier en date du 25 juin, prolongeant de 10 jours maximum ce délai conformément à l'article 70 du CMP.
- Or, ce nouveau délai n'a pas été respecté. L'attribution n'a eu lieu que le 09 août soit un (01) mois et quatre (04) jours après l'échéance accordée par la DCMP qui correspond à un dépassement de vingt six (26) jours.
- Par ailleurs, nous n'avons pas reçu l'avis d'attribution définitive en violation de l'article 85 du CMP.

2) AOO (marché de commande) : acquisition en cinq (05) lots de denrées alimentaires

- Le PV d'ouverture des offres reçu date du 27 Mars 2014, et la réunion de l'évaluation des offres date du 25 Avril 2014. Ce délai nous semble long.
- En outre, le rapport d'évaluation et d'attribution date du 12 Juin alors que le PV d'attribution date du 26 Mai. La date du PV d'attribution est donc antérieure à la date du rapport d'évaluation.

3) AOO : Fourniture imagerie médicale (05) lots :

Attributaires	Montants
MHO	MINI : 31 160 000 HTHD MAXI : 41 755 000 HTHD
ESR	MINI : 25 595 000 HTHD MAXI : 38 440 000 HTHD
CARREFOUR MEDICAL	MINI : 6 000 000 HTHD MAXI : 7 500 000 HTHD

- L'ouverture des offres date du 19 Juin 2014, et la date d'approbation du PV d'attribution date du 06 août 2014. Soit une durée de quarante-huit (48) jours. Ce délai ne respecte pas les

délais de 21 jours maximum devant être requis en violation des articles 70 et 83 alinéas 1 et 3 du CPM.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par appel d'offres restreints dans la liste des marchés reçue de l'Hôpital Principal de Dakar.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous avons relevé deux (02) marchés de prestations intellectuelles passés par l'HPD. Il s'agit du marché de : « Sélection d'un commissaire aux comptes », attribué au Cabinet Dieng et Associés pour un montant de 5 546 000 FCFA et «Sélection d'un consultant individuel pour une formation en marchés publics », attribué à Mr Youssouph SAKHO pour un montant de 1 800 000 FCFA. Pour ces deux marchés, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé que sur l'ensemble des DRP, le modèle type de demandes de renseignements et de prix n'a pas été utilisé.

Pailleurs, nous avons relevé les constats spécifiques suivants :

DRP : Fourniture de vaisselles pour messe et popote, attribuée à ETS MAMDOU NDIAYE, pour un montant de 5 530 566 FCFA TTC

- Les lettres d'invitation n'incluent pas les noms des candidats consultés. Elles ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission et d'un projet de contrat.
- Les délais de livraison ne sont pas harmonisés. En effet, la lettre d'invitation prévoit un délai d'exécution de 15 jours alors que le contrat prévoit 30 jours dès réception du bon de commande.

DRP : Fourniture Imprimés techniques et étiquettes adhésives en 5 lots :

Attributaires		Montants
1	GIE RISOA	1 132 800
2	Imprimerie Salam	2 566 500
3	ECOREL	1 929 300
4	FEUZ Services	58 410
5	GIE Diappo War Wi	390 000

- nous avons remarqué qu'entre la séance d'ouverture des plis, qui a eu lieu le 02 Avril et celle de l'attribution provisoire, le 30 Mai, deux (02) mois se sont écoulés en violation des articles 70 et 83 du CPM.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Sur les sept (07) ententes directes passées par l'HPD d'un montant total de 749 056 547 FCFA, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur les marchés passés par entente directe.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur les avenants passés par l'HPD.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnement potentiel.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Dans notre échantillon des marchés revus, nous n'avons pas relevé de marchés ayant fait l'objet de recours auprès de l'ARMP pour la gestion 2014.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur l'exécution financière des marchés revus.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Du fait de la nature des marchés (denrées alimentaires, fournitures de consommable etc) passés par l'Hôpital Principal de Dakar nous n'avons pas effectué d'inspection physique.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
Dispositif Organisationnel		
1	Les rapports trimestriels n'ont pas été produits par la Cellule de Passation des Marchés	Nous recommandons à l'HPD de respecter les dispositions de l'article 35 du CMP en vigueur ainsi que l'arrêté N°012787 du 26.12.2012
AOO		
1	Pour le marché : « Acquisition en un lot unique d'un logiciel de paie » : - le délai de 10 jours supplémentaires, accordé par la DCMP conformément à l'article 70 du CMP pour l'évaluation des offres n'a pas été respecté.	Nous recommandons à l'HPD de veiller à respecter les délais dans l'évaluation et l'attribution des offres.
2	- l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié	Nous recommandons à l'HPD de veiller à la publication de l'avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du Code des Marchés Publics en vigueur.
3	Pour le marché : « Acquisition en cinq (05) lots de denrées alimentaires » : - le délai entre l'ouverture des offres et l'évaluation est trop long	Nous recommandons à l'HPD de veiller à respecter les délais dans l'évaluation et l'attribution des offres conformément aux articles 70 et 83 du CPM.
4	- la date du PV d'attribution est antérieure à la date du rapport d'évaluation	Nous recommandons à l'HPD, de veiller à la cohérence des dates dans la production des documents de marchés.
5	Pour le marché : « Fourniture imagerie médicale », le délai entre l'ouverture des offres et l'approbation du PV d'attribution est trop long.	Nous recommandons à l'HPD de veiller à respecter les délais dans l'évaluation et l'attribution des offres conformément aux articles 70 et 83 du CPM.
DRP		
8	Pour la DRP : « Fourniture de vaisselle pour messe et popote » - le dossier type de DRP n'a pas été respecté.	Nous recommandons à l'HPD, d'adopter le dossier type de demandes de renseignements et de prix, élaboré et diffusé par la DCMP.
9	- les délais de livraison ne sont pas harmonisés entre la lettre d'invitation et le contrat.	Nous recommandons à l'HPD de veiller à la cohérence des informations dans les documents produits.
10	Pour la DRP : « Fourniture imprimeries techniques et étiquettes adhésives en 5 lots », - deux mois se sont écoulés entre l'ouverture des offres (02 avril) et l'attribution provisoire (30 mai)	Nous recommandons à l'HPD de veiller à respecter les délais dans l'évaluation et l'attribution des offres conformément aux articles 70 et 83 du CPM.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	CONSTATS	NIVEAU D'APPELICATION
1.	Défaut de transmission des avis d'attribution à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics.	Résolu
2.	Absence de concomitance entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis.	Non résolu
3.	Insuffisance dans l'archivage et le classement des dossiers de marchés.	Partiellement résolu
4.	Convocation tardive des membres de la CM.	Résolu
5.	Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire.	Partiellement résolu
6.	Défaut d'approbation formelle des PV d'attribution.	Résolu
7.	Approbation du marché hors délai de validité des offres.	Résolu
8.	Défaut de publication des attributions définitives.	Partiellement résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Appels d'offres restreints	Demandes de renseignements et de prix	Total	Statistiques des anomalies
Absence de transmission du PV d'ouverture des offres	1	1		2	25%
Les critères de qualification sont insuffisants		1		1	50%
Observations de la DCMP ne sont pas prises en compte		1		1	50%
Les lettres adressées aux soumissionnaires ne sont pas déchargées		2		2	100%
Absence de publication de l'avis d'attribution provisoire	1			1	17%
Absence de publication de l'avis d'attribution définitive	5			5	83%
Violation de l'article 67 sur l'ouverture des offres		1		1	50%
Retard dans l'exécution du marché	1			1	17%
Les pénalités de retard ne sont pas appliquées	1	2		3	18%
Les dispositions du contrat ne sont pas respectées	1	1		2	67%
Le modèle de la DCMP n'a pas été appliqué			15	15	100%
Les lettres d'invitation ne sont pas déchargées			15	15	100%
Les DRP attribuées n'ont pas été communiquées à la DCMP			15	15	100
Les notifications de rejet ne sont pas déchargées par les soumissionnaires			15	15	100%
Les bons de commandes ne sont pas joints au dossier			4	4	27%
Les documents fournis par l'attributaire ne sont pas conformes	1			1	17%
Les dossiers de marché ne sont pas exhaustifs	6	2	15	23	100%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante



LLS

Tel : 33 839 50 50
Fax : 33 839 50 88
BP : 3006 DAKAR

N° 1854 /HPD/SMT/CM

Dakar, le 05 AOÛT 2015

Le Médecin Général de Brigade Boubacar WADE,
Professeur Agrégé du Val de Grâce
Médecin Chef de l'Hôpital Principal de Dakar

A

Monsieur le Directeur du Cabinet KPMG SENEGAL
12 rue du docteur Thèze
Tel : 33 821 41 72 - fax : 33 822 95 03
BP : 11 616 Dakar

O b j e t : Commentaires sur le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la Gestion 2014.

Pièces jointes :

- une annexe
- Copie contrat n° F1127/14 du 18/07/14 enregistré conclu avec TBS
- PVO n°055/HPD/SMT/CM du 26/08/14
- Copies garanties de soumission AO 2014 – T – MAT – 027 concernant :
 - SET 2000
 - ABF DISTRIBUTION
 - ECTC
 - SOPELFRAME
 - QSSF
 - TCT ENTREPRISE
 - IBG
 - BATI RENOV SUARL
 - SBCS
 - EREBAT
 - EDTM

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie d'avoir bien voulu nous envoyer le rapport provisoire sur l'exécution des marchés publics de l'exercice 2014.

Je vous joins en annexe nos commentaires.

Je vous prie de croire Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.



ANNEXE A LA LETTRE N° 1854 /HPD/SAM/CM du 05 AOUT 2015**Commentaires sur le Rapport provisoire de la mission
de revue indépendante de la conformité de la passation
des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2014.****II – POUR LES APPEL D'OFFRES OUVERTS****1- Pour les garanties de soumission du marché « Entretien et réparation sur biens Immobiliers » (Page 17):**

Les garanties de soumission requises dans le dossier d'appel d'offres ont été bien fournies par les candidats. Cela est mentionné dans le PV d'ouverture des offres n° 055/HPD/SMT/CM du 26 Aout 2014 aux tableaux figurant aux pages 3, 4, 5 et 6 et dans le rapport d'évaluation des offres (les copies sont annexées à la correspondance)

6- Pour l'appel d'offres relatif à la Fourniture pour Imagerie Médicale: (Page 18):

Sur ce délai long sur la procédure, bonne note a été prise. Cependant force est de constater que ces marchés sont d'une spécificité et d'une complexité qui expliquent la longueur de la période d'évaluation des offres.

III – POUR LES DEMANDES D'ERENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**1- Pour la DRP relative à la fourniture de vaisselle pour Mess et Popote (page 19) :**

Une erreur de frappe lors de la rédaction du contrat a emmené cette incohérence entre le délai de livraison sur la lettre d'invitation et le contrat.

Pour l'utilisation du « Dossier type DRP », bonne note a été prise et depuis la remarque de KPMG, nous utilisons les dossiers types DRP pour ces procédures.

IV – POUR LES ENTENTES DIRECTE**1- Pour l'entente directe avec TBS pour la fourniture de réactifs (page 19) :**

Le contrat a été enregistré aux impôts. Nous vous joignons une copie enregistrée dans le présent document.

NOTA :

Pour toutes les autres observations figurant dans le rapport, bonne note a été prise.

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Nous avons bien reçu les documents mentionnés dans votre réponse et nous vous en remercions.

Il s'agit :

- pour le marché : « Entretien et réparation sur biens immobiliers », des garanties de soumission requises.
- pour l'entente directe : « Fourniture de réactifs », attribuée à TBS, du contrat enregistré au niveau des impôts.

Ces compléments d'information, après analyse, ont été pris en compte dans la version définitive du rapport.